Convocations du Conseil Municipal adressées individuellement le 10 février 2015 pour la séance du 17 février 2015 à 20 heures à la mairie.

Le Maire,

L'ordre du jour est le suivant :

- *Approbation de la séance du Conseil Municipal du 16 décembre 2014*
- *Compte rendu des décisions du Maire*
- *Compte administratif 2014 Commune*
- *Compte administratif 2014 Assainissement*
- *Compte administratif 2014 lotissement de la Marre Boutier*
- *Comptes de gestion 2014*
- *Affectation du résultat 2014 Commune*
- *Affectation du résultat 2014 assainissement collectif*
- *Vote du taux des trois taxes 2015*
- *Subventions 2015*
- *Finances : ouverture anticipée de crédits en section d'investissement*
- *Renégociation prêt aménagement du bourg*
- *Rue de Joudette : acquisition parcelle AB 170*
- *Vente délaissé chemin rural à la Rousselaie*
- *Personnel communal : création postes de non titulaire lié à un accroissement temporaire d'activité*
- *Voirie : fixation de tarifs pour la construction de busage de fossés*
- *SDE35 : adhésion au groupement de commandes de fourniture d'électricité et autorisation de signer les marchés et accords-cadres*
- *CDG35 : renouvellement contrat d'assurance des risques statutaires du personnel : mise en concurrence des entreprises d'assurances*
- *CDG35 : convention générale d'utilisation des missions facultatives*
- *FPS Towers : mise à jour de la convention d'occupation du domaine public antenne téléphonique à la Poterie*
- *Transmission des données géographiques « réseaux » à la Communauté de Communes Bretagne Romantique*
- *Communauté de Communes Bretagne Romantique : renouvellement convention bacs équarrissage*
- *Questions diverses*

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 février 2015

L'an deux mille quinze, le dix-sept février à vingt heures, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de Monsieur Marcel PIOT, Maire.

PRESENTS : Marcel PIOT, Marie-Hélène DURÉ, Sonia ROBERT, Danielle HUOT, Patrick LEMESLE, Florence DAVID, Jean-François GUERIN, Laurence ALLAIN, Laurent CITRE, Loïc LEBRET, Olivier MILLION, Philippe DOUARD.

Présent arrivé à la délibération n° D_02_2015 : Béatrice LEROUX

Absents excusés : Nathalie LEFEUVRE, Jean-Paul MURIE

Pouvoir : Nathalie LEFEUVRE à Loïc LEBRET, Jean-Paul MURIE à Marie-Hélène DURÉ

Secrétaire de séance : Jean-François GUERIN

OBJET DE_01_2015 : APPROBATION DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 DECEMBRE 2014

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver la séance précédente en date du 16 décembre 2014. Monsieur Loïc LEBRET souhaite préciser que la minorité ne s'abstient pas sur le principe d'aménager les 70 mètres de route situés après le village de la Poterie mais sur la façon de le faire : elle préconise un empiérement sans enrobés. Monsieur le Maire précise que la commission voirie s'est rendue sur place mais qu'aucune décision n'est encore prise à ce jour sur les modalités d'aménagement. En l'absence d'objections, le compte rendu de la séance précédente est adopté à l'unanimité des membres présents.

OBJET DE_02_2015 : COMPTE RENDU DES DECISIONS DU MAIRE

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire expose à l'assemblée ce qui suit :

Vu les articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibération du Conseil Municipal en date du 23 mai 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

- A. Décision n° 14/2014 du 30 décembre 2014 : renonciation à l'exercice du droit de préemption suite à la transmission par Maître Charles LACOURT, 1 boulevard du Mail 35270 COMBOURG d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner un bien sis 7bis rue de la Marre Boutier, cadastrés AB 645 et 648, comprenant une habitation, d'une superficie totale de 185 m², appartenant aux Consorts BONFILS.
- B. Décision n° 15/2014 du 30 décembre 2014 : acceptation de la proposition de la société Réseau des Communes domiciliée 11 rue Tronchet 75008 PARIS, relative au contrat de prestations de service du site internet de la commune, pour un montant de 517.50 HT la 1^{ère} année et de 690 HT les années suivantes.
- C. Décision n° 1/2015 du 9 février 2015 : acceptation de la proposition de la société Ateliers HELMBOLD domiciliée le Choizel 35150 CORPS NUDES, relative à la réparation complète de trois vitraux de l'église et à la pose d'une protection grillagée en cuivre, pour un montant de 14 787.45 € HT (17 744.94 € TTC), ainsi que le versement d'une indemnité de sinistre par GROUPAMA d'un montant de 13 474.26 €.
- D. Décision n° 02/2015 du 11 février 2015 : acceptation de la proposition de la société ERS domiciliée rue de la Perrière 35520 MELESSE, relative à la dépose des mâts d'éclairage public devant Delta Dore sur la RD 80, pour un montant de 2 100 € HT.

OBJET DE_03_2015 : COMPTE ADMINISTRATIF 2014 : COMMUNE

Préfecture de Rennes, reçu le 03/03/2015

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Compte administratif 2014 de la Commune, après examen en commission des Finances du 28 janvier 2015.

Au niveau des dépenses de fonctionnement, Monsieur le Maire constate une légère augmentation du chapitre 011 (charges à caractère général) due à la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Concernant le chapitre 12 (charges de personnel), les frais de personnel sont maîtrisés malgré la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Les départs en retraite de trois agents ont été remplacés par le recrutement de deux contrats aidés. Enfin, concernant le chapitre 65 (autres charges de gestion courante), la baisse du montant des indemnités des élus décidée en mars 2014 permet l'économie pour la commune de 12 544.19 € par rapport à 2013. Monsieur Loïc LEBRET rappelle que la municipalité précédente avait la même volonté, mais que la décision de baisse des indemnités a été décidée au dernier trimestre 2013. Cette dernière n'a pas pu produire d'effet, les charges de sécurité sociale étant lissées sur l'année entière.

S'agissant des subventions de fonctionnement, Monsieur le Maire précise que sur les 121 778.66 € versés, 112 041 € financent les écoles et la jeunesse.

Au niveau des recettes de fonctionnement, Monsieur le Maire précise que la commune a reçu 97 285.88 € de recettes exceptionnelles, se décomposant de la façon suivante : 71 596 € de dotation de solidarité

communautaire supplémentaire liée aux travaux devant Delta Dore, 12 351 € de TVA sur marge récupérée, 10 580.88 € suite à la dissolution du Sigep et 2 78 € reversé par le SICSC de Combourg. Cette somme de 97 285.88 € vient gonfler l'excédent de fonctionnement de 288 274.24 €. Elle est donc à retrancher de ce montant pour apprécier l'excédent exact de l'exercice 2014, ce qui donne en réalité un excédent de fonctionnement de 190 988.36 €.

Après cette présentation, Monsieur le Maire se retire de la salle du Conseil, conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame Marie-Hélène DURÉ, Adjointe au Maire, adopte à l'unanimité le Compte Administratif de la Commune qui fait ressortir les résultats suivants :

Fonctionnement

Dépenses : 823 706.14 €

Recettes : 1 111 971.66 € + Excédent reporté : 872 € = 1 111 980.38 €

Soit un excédent de fonctionnement : **288 274.24 €**

Investissement

Dépenses : 436 194.83 € + déficit reporté : 29 970.97 € = 466 165.80 €

Recettes : 235 045.90 € + affectation : 177 700 € = 412 745.90 €

Soit un déficit d'investissement : **53 419.90 €**

Résultat global : 234 854.34 €

OBJET DE_04_2015 : COMPTE ADMINISTRATIF 2014 : ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Préfecture de Rennes, reçu le 03/03/2015

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Compte administratif 2014 de l'assainissement, après examen en commission des Finances du 28 janvier 2015.

Après cette présentation, Monsieur le Maire se retire de la salle du Conseil, conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame Marie-Hélène DURÉ, Adjointe au Maire, adopte à l'unanimité le Compte Administratif de l'Assainissement collectif qui fait ressortir les résultats suivants :

Exploitation

Dépenses : 25 753.31 €

Recettes : 58 042.67 € + excédent reporté : 270.72 € = 58 313.39 €

Soit un excédent d'exploitation de : **32 560.08 €**

Investissement

Dépenses : 41 524.64 €

Recettes : 21 811.37 € + excédent reporté : 7 381.14 € + affectation : 22 000.00 € = 51 192.51 €

Soit un excédent d'investissement de : **9 667.87 €**

Résultat global : 42 227.95 €

OBJET DE_05_2015 : COMPTE ADMINISTRATIF 2014 : LOTISSEMENT DE LA MARRE BOUTIER

Préfecture de Rennes, reçu le 03/03/2015

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Compte administratif 2014 du lotissement de la Marre Boutier, après examen en commission des Finances du 28 janvier 2015. Aucune dépense n'a été réalisée.

Après cette présentation, Monsieur le Maire se retire de la salle du Conseil, conformément à l'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de Madame Marie-Hélène DURÉ, Adjointe au Maire, adopte à l'unanimité le Compte Administratif du lotissement de La Marre Boutier qui fait ressortir les résultats suivants :

Fonctionnement

Dépenses : 0 €

Recettes : 0 €

Investissement

Dépenses : 0 €

Recettes : 0 €

Résultat global : 0 €

OBJET DE_06_2015 : COMPTES DE GESTION 2014

Préfecture de Rennes, reçu le 03/03/2015

Le Conseil Municipal, après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2014 ainsi que les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des recettes encaissées, les Comptes de Gestion dressés par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé les comptes administratifs 2014,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de 2013, tous les titres de recettes émis, tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant que les opérations sont régulières : statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014, statuant sur l'exécution des budgets annexes en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

Déclare à l'unanimité que les comptes de gestion dressés pour l'exercice 2014 par le receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

OBJET DE_07_2015 : AFFECTATION DU RESULTAT 2014 : COMMUNE

Préfecture de Rennes, reçu le 03/03/2015

Le Conseil Municipal après avoir entendu et approuvé le Compte Administratif 2014 : Commune.

Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement : Commune

Constatant que le compte administratif de la Commune présente :

- un excédent de fonctionnement de 288 274.24 €

- un déficit d'investissement de 53 419.90 €

Décide d'affecter à l'unanimité un montant de **288 000 €** à l'article 1068 de la section d'investissement du Budget Primitif Commune.

OBJET DE_08_2015 : AFFECTATION DU RESULTAT 2014 : ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Préfecture de Rennes, reçu le 03/03/2015

Le Conseil Municipal après avoir entendu et approuvé le Compte Administratif 2014 de l'Assainissement

Statuant sur l'affectation du résultat d'exploitation : Assainissement

Constatant que le compte administratif de l'Assainissement présente :

- un excédent d'exploitation de 32 560.08 €

- un excédent d'investissement de 9 667.87 €

Décide d'affecter à l'unanimité un montant de **30 000 €** à l'article 1068 de la section d'investissement du Budget Primitif Assainissement.

OBJET DE_09_2015 : VOTE DU TAUX DES TROIX TAXES DIRECTES 2015

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal le maintien des taux d'imposition des trois taxes pour l'année 2015, soit les taux suivants :

Taxe d'habitation : 12.69 %

Taxe foncier bâti : 14.16 %

Taxe foncier non bâti : 41.93 %

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité cette proposition.

OBJET DE_10_2015 : SUBVENTION ANIMATEUR SPORTIF

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

La subvention 2015 concernant l'animateur sportif s'élève à **11 144 €** Cette subvention sera versée trimestriellement au FC Meillac Lanhélin Bonnemain.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité cette subvention.

OBJET DE_11_2015 : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2015 A L'ECOLE PRIVEE SAINT JOSEPH

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

En application du contrat d'association liant l'Ecole Privée Saint-Joseph et l'Etat, la commune s'est engagée à verser à cet établissement scolaire une aide financière pour couvrir la charge des dépenses de fonctionnement pour les élèves des classes maternelles et primaires avec la prise en charge d'une partie des élèves extérieurs en fonction du pourcentage d'élèves extérieurs fréquentant l'école publique par primaire et par maternelle.

Pour l'année 2015, la référence prise pour le calcul de la participation communale aux dépenses de fonctionnement de l'Ecole Privée Saint-Joseph est le coût d'un élève de l'Ecole Publique Henri Matisse pour l'année 2013 lequel s'est élevé à **312.64 €** par élève primaire et à **1 086.69 €** par élève maternelle.

En conséquence, compte tenu de l'effectif de l'école privée au 2 septembre 2014 et des modalités de prise en charge (délibération du 28/08/2009), le Conseil Municipal décide à l'unanimité de verser à l'Ecole Privée Saint Joseph une subvention de fonctionnement de **69 934.12 €**.

OBJET DE_12_2015 : INDEMNITE GARDIENNAGE EGLISE

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Les préposés au gardiennage des églises communales peuvent bénéficier d'une indemnité annuelle. En 2014, le plafond de cette indemnité est fixé à 474.22 € pour un gardien résidant dans la commune où se trouve l'édifice du culte et de 119.55 € pour un gardien ne résidant pas dans la commune et visitant l'église à des périodes rapprochées. En dessous de ces plafonds, il demeure possible aux conseils municipaux de revaloriser à leur gré les indemnités actuellement inférieures à ceux-ci. Monsieur le Maire propose de verser une indemnité de **320 €**.
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité cette proposition.

OBJET DE_13_2015 : FINANCES : OUVERTURE ANTICIPEE DE CREDITS EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Préfecture de Rennes, reçu le 24/02/2015

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.1612-1, qui stipule que jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la Collectivité Territoriale peut sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Considérant la nécessité, avant l'adoption du budget 2015, de poursuivre ou engager certaines dépenses d'investissement, le Conseil Municipal autorise à l'unanimité le Maire à engager, liquider et mandater, avant l'adoption du budget 2015, les dépenses suivantes :

Chapitre	Total des crédits d'investissement ouverts au budget 2014	Ouverture anticipée des crédits d'investissements en 2015
21	28 000 €	7 000 €

Et dit que les dépenses précitées seront inscrites au budget primitif 2015.

OBJET DE_14_2015 : RENEGOCIATION PRET AMENAGEMENT DU BOURG

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à examiner la proposition faite par le Crédit Mutuel de Bretagne pour un prêt destiné à financer la renégociation de l'emprunt relatif à l'aménagement du bourg conclu en 2013 au taux de 3.78 %.

Monsieur le Maire démontre au Conseil Municipal que la proposition faite au taux de 1.43 % n'est pas avantageuse pour la commune. En effet, l'article 4 du contrat de prêt de 2013 prévoit une pénalité en cas de remboursement anticipé égale à 99 983.27 € au 1^{er} mai 2015.

Il faut donc prévoir un nouvel emprunt de 524 983.30 € (capital restant dû 425 000.03 € + indemnité 99983.27 €) au taux de 1.43 % sur 10 ans.

La commune ayant déjà remboursé la somme de 112 036.10 € au 30 avril 2015, ce nouvel emprunt engendrerait un surcoût de 34 927.57 €.

Monsieur le Maire préconise d'aller au terme de l'emprunt existant en 2028 et de ne pas le renégocier. A l'unanimité, le Conseil Municipal prend acte de cette présentation.

OBJET DE_15_2015 : RUE DE JOUDETTE : ACQUISITION PARCELLE AB 170

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'acquérir la parcelle AB 170 d'une superficie de 142 m², sise rue de Joudette afin de permettre l'agrandissement du parking et son aménagement dans le cadre des travaux des rues de Joudette et de Frémisson.

Cette parcelle appartient à Monsieur et Madame Jean-Paul MURIE domiciliés 2 rue de Lombe à Bonnemain et ils en proposent la somme de 5 500 €.

Monsieur le Maire précise que le prix proposé est identique au prix d'achat de la parcelle AB 169, acheté en 2012, et qui avait une superficie de 125 m².

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- D'acquérir la parcelle AB 170, d'une superficie de 142 m², appartenant à Monsieur et Madame Jean-Paul MURIE domiciliés 2 rue de Lombe 35270 BONNEMAIN, pour la somme de 5 500 €.
- De donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tous documents concernant cette transaction qui sera passée en l'étude de Maître Bertrand PRIOL, notaire à Combourg.
- De prendre en charge les frais de notaire.

OBJET DE_16_2015 : VENTE DELAISSE CHEMIN RURAL A LA ROUSSELAIE

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal du souhait des propriétaires riverains d'acquérir le délaissé de chemin rural situé à la Rousselaie entre les parcelles AB 483 et AB 484.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'accepter le principe de la vente et de l'autoriser à signer tous documents nécessaires à celle-ci. Il propose également de faire établir le dossier d'enquête publique préalable à l'aliénation de ce délaissé de chemin.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces propositions.

OBJET DE_17_2015 : PERSONNEL COMMUNAL : CREATION POSTES DE NON TITULAIRE LIE A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE.

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3-1, 3 1°) et 3 2°)

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Considérant la nécessité de créer deux emplois non permanents compte tenu de la réforme des rythmes scolaires, lié au service des repas et à l'entretien des bâtiments communaux et au remplacement d'un agent de droit privé en congé maternité,

En conséquence, il est autorisé le recrutement de deux agents non titulaires de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs

La rémunération sera déterminée au grade d'adjoint technique 2^{ème} classe échelon 1, indice brut 340, indice majoré 321.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- d'adopter cette proposition
- de modifier le tableau des emplois
- d'inscrire au budget les crédits correspondants
- que les dispositions de la présente délibération prendront effet au 23 février 2015,
- d'informer que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

OBJET DE_18_2015 : VOIRIE : CREATION D'UN TARIF POUR CONSTRUCTION DE BUSAGE DE FOSSES

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal qu'il reçoit des demandes en mairie de particuliers concernant la création de busage de fossés en vue d'améliorer l'accès à leurs parcelles (habitation ou parcelle agricole).

Il rappelle que ces dernières sont soumises à autorisation de voirie, un formulaire spécifique est à disposition au secrétariat.

- **Exécution intégrale par le pétitionnaire** : le demandeur fournit ses propres buses et matériaux de remblaiement, dans le respect des prescriptions techniques fournies par le responsable du service voirie de la communauté de communes Bretagne Romantique.

- **Exécution par le service voirie de la CCBR** : le demandeur sollicite auprès de la commune la fourniture et la pose de buses et matériaux de remblaiement et s'engage à acquitter une redevance.

Pour un particulier, la longueur retenue pour une entrée d'habitation est de 6 mètres.

Pour un agriculteur, la longueur retenue pour une entrée de champ est de 9 m

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal fixe à l'unanimité les tarifs suivants :

- les buses sont facturées au prix de 13.50 € TTC le mètre linéaire (soit 81 € la buse de 6 m)
 - les granulats nécessaires à la couverture des buses sont facturés au prix de 8.5 € TTC le ml, incluant le transport, sachant qu'il faut en moyenne une tonne au mètre linéaire.
 - la pose jusqu'à 6 mètres ou 9 mètres est effectuée gratuitement par le service voirie de la CCBR.
- Au-delà de ces longueurs, la CCBR facture la pose 12 € le mètre linéaire.

	Buses le ml	Granulats le ml	Pose le ml	Total
Entrée d'habitation 6 m	13.50 €	8.5 €	0 €	22 €

Entrée de champ 9 m	13.50 €	8.5 €	0 €	22 €
Au-delà	13.50 €	8.5 €	12 €	34 €

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de ce dossier.

OBJET DE_19_2015 : ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES ET AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES ET ACCORDS-CADRES.

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'ouverture des marchés de l'énergie impose aux collectivités de mettre en concurrence leur fournisseur d'électricité dès le 1^{er} janvier 2016 pour les tarifs supérieurs à 36 kVA (tarifs jaunes et verts).

Afin de maîtriser au mieux les aspects techniques et budgétaires de ces changements, il convient dès à présent de s'organiser pour recenser les besoins, préparer les marchés et conclure de nouveaux contrats.

A cet effet, le Syndicat Départemental d'Energie 35 crée un groupement de commandes de fourniture d'électricité. Les collectivités d'Ille et Vilaine intéressées sont invitées à rejoindre ce groupement avant le 20 février 2015 pour organiser la commande de fourniture d'électricité des sites de puissance supérieure à 36 kVA. Ce groupement de commandes vise à obtenir des offres compétitives en mutualisant les besoins.

Il déchargera ses adhérents des procédures d'appels d'offres et de notification des marchés. Chaque adhérent paiera l'électricité qu'il aura consommée, sur la base des prix négociés dans l'appel d'offres global.

La commune est concernée pour les locaux de la salle des fêtes et cantine et pour l'école Henri Matisse.

Contexte local :

Conformément à ses statuts, le Syndicat Départemental d'Energie 35 est habilité à être coordonnateur de groupements de commandes.

Pour répondre aux obligations de l'ouverture du marché de l'électricité et dans une optique d'optimisation de la commande publique, le comité syndical du SDE35, réuni le 18 novembre 2014, a décidé de constituer un groupement de commandes pour l'achat d'électricité.

Le comité syndical du SDE35, réuni le 9 décembre 2014 a validé la convention constitutive du groupement de commandes annexée à la présente délibération.

Celle-ci a une durée permanente.

La commission d'appel d'offres est celle du SDE35, coordonnateur du groupement, chargé de la passation des marchés d'achat d'électricité.

L'exécution des marchés est assurée par la commune de Bonnemain.

Contexte réglementaire :

Vu la loi du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité,

Vu le Code des marchés publics et notamment son article 8,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération N° Com_2014/11-18/07 prise par le comité syndical du SDE35 le 18 novembre 2014, décidant de la création d'un groupement de commandes de fourniture d'électricité,

Vu la délibération N° Com_2014/12-09/06 prise par le comité syndical du SDE35 le 9 décembre 2014 approuvant la convention constitutive du groupement de commandes de fourniture d'électricité,

Vu la convention constitutive du groupement de commandes de fourniture d'électricité du SDE35 annexée à la présente délibération,

Décision municipale :

Et considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de Bonnemain d'adhérer à un groupement de commandes pour l'achat d'électricité,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 14 voix pour et une abstention (Jean-François GUERIN) :

- d'accepter les termes de la convention constitutive du groupement de commandes de fourniture d'électricité, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser l'adhésion de la commune de Bonnemain au groupement de commandes de fourniture d'électricité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de groupement ;
- d'autoriser le représentant du coordonnateur à signer les marchés et accords-cadres issus du groupement de commandes pour le compte de la commune de Bonnemain.

OBJET DE_20_2015 : CONTRAT D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES DU PERSONNEL : MISE EN CONCURRENCE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que le contrat d'assurance des risques statutaires du personnel conclu avec la CNP Assurances arrive à échéance le 31 décembre 2015.

La protection sociale applicable aux agents entraîne des obligations des collectivités territoriales à l'égard de leur personnel. Elles doivent supporter le paiement des prestations. Compte tenu des risques financiers lourds résultant de ces obligations, il est important que les collectivités souscrivent une assurance, contrat qui doit être négocié selon la procédure de marchés publics, quel que soit le montant du marché.

Le Centre de Gestion, propose depuis de nombreuses années, un contrat groupe d'assurance, garantissant les collectivités contre les risques financiers statutaires supportés en raison de l'absentéisme pour raison de santé de leurs agents. Grâce à la mutualisation des résultats des collectivités adhérentes, chaque collectivité bénéficie d'une sécurité financière. La collectivité peut choisir de souscrire un ou deux contrats (contrats CNRACL et IRCANTEC).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités territoriales et établissements territoriaux,

Vu le décret n° 85-643 du 26 janvier 1985 modifié relatif aux centres de gestion,

Vu le décret n° 98-111 du 27 février 1998, par lequel les contrats d'assurance sont soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics, dont la réglementation impose une mise en concurrence périodique.

Décide à l'unanimité :

Article 1 : La commune de Bonnemain mandate le CDG 35 pour mettre en œuvre les procédures de mise en concurrence des entreprises d'assurances agréées, pour son compte, en vue de souscrire un contrat d'assurance des risques statutaires du personnel.

Article 2 : Les risques à couvrir concernent :

- Agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL
- Agents titulaires et stagiaires non affiliés à la CNRACL et les agents non titulaires.

Article 3 : La collectivité s'engage à fournir au CDG 35, en tant que de besoins, les éléments nécessaires à la détermination de la prime d'assurance.

OBJET DE_21_2015 : CDG35 : CONVENTION GENERALE D'UTILISATION DES MISSIONS FACULTATIVES

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

En réponse aux sollicitations des collectivités du Département, le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale développe, en complément de ses missions obligatoires, des services facultatifs tels que le contrat d'assurance des risques statutaires, la médecine préventive, les remplacements et renforts...

La possibilité de bénéficier des missions facultatives du CDG 35 est assujettie à la signature préalable d'une convention générale qui fixe les conditions d'utilisation des prestations. Cette convention-cadre n'engage pas la collectivité à y recourir, elle lui permet simplement de se doter de la possibilité de le faire.

Actuellement, seule la mission facultative du suivi médical des agents de la commune est confiée au CDG 35. Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise à l'unanimité Monsieur le Maire à signer avec le CDG 35 une convention générale d'utilisation des services facultatifs.

OBJET DE_22_2015 : FPS TOWERS : MISE A JOUR DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ANTENNE TELEPHONIQUE A LA POTERIE

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Par délibération en date du 24 septembre 2004, le Conseil Municipal a consenti à BOUYGUES TELECOM, via la passation d'une convention, le droit d'occuper un emplacement situé au terrain de football à la Poterie, afin d'implanter une station radioélectrique et des équipements de communications électroniques.

La convention a été modifiée par un avenant en date du 22 novembre 2012 pour permettre la cession des infrastructures de BOUYGUES TELECOM à sa filiale FRANCE PYLONE SERVICE TOWERS (aujourd'hui dénommée FPS Towers) qui a alors repris l'ensemble des droits et obligations découlant de la convention signée précédemment.

Dans le cadre d'une mise à jour de la base documentaire, et après une étude des conventions réalisées par la société FPS Towers, il apparaît que celle-ci ne répond plus aux contraintes sécuritaires applicables depuis le 1^{er} janvier 2014.

En effet, FPS Towers ne répond pas à la définition de l'article L.33-1 du Code des postes et des communications électroniques qui régit aujourd'hui la convention en vigueur.

Afin de se mettre en conformité avec la législation, il convient d'approuver cette nouvelle convention d'occupation du domaine public qui reprend les principales modalités et conditions contractuelles définies précédemment

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'adopter les termes de la convention d'occupation du domaine public avec FPS Towers et de l'autoriser à signer ladite convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces propositions.

OBJET DE_23_2015 : TRANSMISSION DES DONNEES GEOGRAPHIQUES « RESEAUX » A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

La Communauté de Communes Bretagne Romantique administre et gère un Système d'Information Géographique (SIG) depuis 2009 ayant pour objectif de mutualiser le maximum de données géographiques sur le territoire (cadastre, photographie aérienne, réseaux électriques, eau potable, réseaux de gaz, sentiers...) et les rendre consultables par l'ensemble de ses communes membres.

Cependant, la donnée des concessionnaires de réseaux (SAUR, Véolia, ERDF, GRDF, SDE...) du territoire intercommunal n'est pas consultable sur le SIG car la CCBR ne dispose pas actuellement des données correspondantes.

Aussi, la présente délibération a pour objet de recueillir l'accord de votre commune pour autoriser les concessionnaires à transmettre à notre EPCI leurs données numérisées de réseaux. Après avoir recueilli votre accord, la Communauté de Communes pourra recenser ces données et les rendre disponibles sur le site du SIG intercommunal <http://sig.bretagneromantique.fr>

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité de :

- autoriser les concessionnaires de réseaux à transmettre à la Communauté de Communes Bretagne Romantique l'ensemble de leurs données numérisées « réseaux ».

- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'accord pour la transmission des données réseaux à la Communauté de Communes Bretagne Romantique, ainsi que tout acte utile à l'exécution de la présente délibération.

OBJET DE_24_2015 : CCBR : RENOUVELLEMENT CONVENTION D'ACCES AU CONTAINER REFRIGERE ET AUX BACS PUBLICS D'EQUARISSAGE

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Pour les besoins de son service voirie et afin de se conformer à la réglementation, la Communauté de Communes Bretagne Romantique a acquis en 2013 du matériel spécifique d'équarrissage destiné à la collecte des cadavres d'animaux retrouvés morts sur les voies communales en vue de leur élimination par une société d'équarrissage agréée.

Dans un souci de rationalisation et afin de contribuer à la mise en place d'une véritable filière de collecte et d'élimination, il a été décidé d'ouvrir l'accès à ce matériel aux communes ainsi qu'aux associations de chasseurs et piégeurs assermentés.

Par délibération du 17 décembre 2013, le Conseil Municipal avait accepté le règlement d'utilisation du container et bacs publics d'équarrissage ainsi que la convention d'accès aux installations. Cette convention est arrivée à son terme.

Monsieur le Maire propose de renouveler cette convention pour un an renouvelable tacitement et de l'autoriser à la signer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité ces propositions.

OBJET DE_25_2015 : ENCAISSEMENT CHEQUE SUITE TRAVAUX

Préfecture de Rennes, reçu le 25/02/2015

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune a effectué des travaux de busage au village de la Faverais et a posé pour le compte de Madame Julinka PRUDICK une grille qu'elle s'était engagée à payer directement au fournisseur H-Tube.

Après plusieurs rappels et en l'absence de paiement de sa part, la commune a payé la facture avant le 31 décembre 2014.

Au cours du mois de janvier 2015, Madame Julinka PRUDICK a fait parvenir en mairie le règlement de la facture par chèque d'un montant de 503.82 € ainsi qu'il en avait été convenu.

Monsieur le Maire demande donc au Conseil Municipal l'encaissement de ce chèque.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité cette proposition. Ce chèque sera encaissé à l'article 70878 (remboursement de frais par d'autres redevables).

OBJET : QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

- Les conseillers municipaux informent de leur disponibilité afin d'assurer les permanences pour les élections départementales des 22 et 29 mars 2015.

- Monsieur Olivier MILLION regrette que les entreprises hébergées aux Diablaire, mais liées à l'activité du Domaine des Ormes, soient absentes de la liste des entreprises du bulletin municipal. Il déplore également de ne pas avoir effectué la distribution du bulletin municipal.

Madame Marie-Hélène DURÉ, en sa qualité d'adjointe chargée de la communication, prend note et précise que la rectification sera faite lors de l'édition du prochain bulletin. Concernant la distribution de celui-ci, elle a été faite dans l'urgence en janvier dernier. Par contre, il est bien prévu que tous les élus seront invités à participer à la distribution des prochains bulletins municipaux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h10.

Commune de Bonnemain – Conseil Municipal du 17 février 2015

N°	DATE	OBJET	FOLIO
01-2015	17/02/2015	<i>Approbation de la séance du Conseil Municipal du 16 décembre 2014</i>	
02-2015	17/02/2015	<i>Compte rendu des décisions du Maire</i>	
03-2015	17/02/2015	<i>Compte administratif 2014 Commune</i>	
04-2015	17/02/2015	<i>Compte administratif 2014 Assainissement</i>	
05-2015	17/02/2015	<i>Compte administratif 2014 lotissement de la Marre Boutier</i>	
06-2015	17/02/2015	<i>Comptes de gestion 2014</i>	
07-2015	17/02/2015	<i>Affectation du résultat 2014 Commune</i>	
08-2015	17/02/2015	<i>Affectation du résultat 2014 assainissement collectif</i>	
09-2015	17/02/2015	<i>Vote du taux des trois taxes 2015</i>	
10-2015	17/02/2015	<i>Subvention animateur sportif</i>	
11-2015	17/02/2015	<i>Subvention de fonctionnement 2015 à l'école privée Saint Joseph</i>	
12-2015	17/02/2015	<i>Indemnité gardiennage église</i>	
13-2015	17/02/2015	<i>Finances : ouverture anticipée de crédits en section d'investissement</i>	
14-2015	17/02/2015	<i>Renégociation prêt aménagement du bourg</i>	
15-2015	17/02/2015	<i>Rue de Joudette : acquisition parcelle AB 170</i>	
16-2015	17/02/2015	<i>Vente délaissé chemin rural à la Rousselaie</i>	
17-2015	17/02/2015	<i>Personnel communal : création postes de non titulaire lié à un accroissement temporaire d'activité</i>	
18-2015	17/02/2015	<i>Voirie : fixation de tarifs pour la construction de busage de fossés</i>	
19-2015	17/02/2015	<i>SDE35 : adhésion au groupement de commandes de fourniture d'électricité et autorisation de signer les marchés et accords-cadres</i>	
20-2015	17/02/2015	<i>CDG35 : renouvellement contrat d'assurance des risques statutaires du personnel : mise en concurrence des entreprises d'assurances</i>	
21-2015	17/02/2015	<i>CDG35 : convention générale d'utilisation des missions facultatives</i>	
22-2015	17/02/2015	<i>FPS Towers : mise à jour de la convention d'occupation du domaine public antenne téléphonique à la Poterie</i>	
23-2015	17/02/2015	<i>Transmission des données géographiques « réseaux » à la Communauté de Communes Bretagne Romantique</i>	
24-2015	17/02/2015	<i>CCBR : renouvellement convention d'accès au container réfrigéré et aux bacs publics d'équarrissage</i>	
25-2015	17/02/2015	<i>Encaissement chèque suite travaux</i>	